

Rapport financier 2015

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Nérée-de-Bellechasse

Code géographique : 19045

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Michaël Couture, atteste la véracité du rapport financier

de Saint-Nérée-de-Bellechasse pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2016-03-07

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la municipalité de Saint-Nérée-de-Bellechasse, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité de Saint-Nérée-de-Bellechasse au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de son flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité de Saint-Nérée-de-Bellechasse inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 16-1, 16-2 et 18 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

CPA auditeur, CMA permis de comptabilité publique No 122005
5700, rue J.-B. Michaud, bureau 400
Lévis (Québec) G6V 0B1

DATE 2016-03-07

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	885 542	890 922			890 922	928 371
Compensations tenant lieu de taxes	2	12 500	12 081			12 081	14 605
Quotes-parts	3						
Transferts	4	217 343	212 545			212 545	149 399
Services rendus	5	21 500	22 934			22 934	24 386
Imposition de droits	6	19 450	21 686			21 686	21 785
Amendes et pénalités	7	2 550	3 410			3 410	2 792
Intérêts	8	9 365	8 298			8 298	10 453
Autres revenus	9	10 000	50 847			50 847	41 313
	10	1 178 250	1 222 723			1 222 723	1 193 104
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	59 500	41 335			41 335	62 838
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15	5 500	15 935			15 935	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	65 000	57 270			57 270	62 838
	18	1 243 250	1 279 993			1 279 993	1 255 942
Charges							
Administration générale	19	180 233	174 747	4 822		179 569	183 816
Sécurité publique	20	125 377	123 404	21 539		144 943	135 844
Transport	21	347 613	384 179	127 091		511 270	464 955
Hygiène du milieu	22	190 223	186 626	223 896		410 522	397 891
Santé et bien-être	23	26 584	25 045			25 045	27 602
Aménagement, urbanisme et développement	24	53 239	65 858			65 858	43 090
Loisirs et culture	25	71 423	72 739	32 296		105 035	99 650
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	33 702	36 054			36 054	43 810
Amortissement des immobilisations	28	407 379	409 644	(409 644)			
	29	1 435 773	1 478 296			1 478 296	1 396 658
Excédent (déficit) de l'exercice	30	(192 523)	(198 303)			(198 303)	(140 716)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(192 523)	(198 303)	(140 716)
Moins: revenus d'investissement	2 (	65 000 ) (	57 270 ) (	62 838)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(257 523)	(255 573)	(203 554)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	407 379	409 644	397 340
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	407 379	409 644	397 340
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12		1 680	1 680
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15		1 680	1 680
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	150 900 ) (	95 215 ) (	152 111)
	18	(150 900)	(95 215)	(152 111)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	17 825 ) (	17 479 ) (	34 280)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			3 474
Excédent de fonctionnement affecté	21	11 119	10 513	11 329
Réserves financières et fonds réservés	22	7 750	16 294	(44 127)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	1 044	9 328	(63 604)
	26	257 523	325 437	183 305
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		69 864	(20 249)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	65 000	57 270	62 838
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	)	3 027 ) (	754)
Sécurité publique	3 (	1 750 ) (	22 905 ) (	215 350)
Transport	4 (	)	2 514 ) (	89 173)
Hygiène du milieu	5 (	47 000 ) (	22 753 ) (	22 595)
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)	9 857) ()
Loisirs et culture	8 (	47 725 ) (	45 808 ) (	11 671)
Réseau d'électricité	9 ()))
	10 (	96 475 ) (	106 864 ) (	339 543)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 (	30 000 ) (	)	11 100)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 ()))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13			(47 838)
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	17 825	17 479	34 280
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15		15 296	20 304
Excédent de fonctionnement affecté	16		120 000	
Réserves financières et fonds réservés	17		90 667	85 677
	18	17 825	243 442	140 261
	19	(108 650)	136 578	(258 220)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(43 650)	193 848	(195 382)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	171 790	172 785	168 327
Charges sociales	2	32 710	31 977	30 549
Biens et services	3	629 993	661 027	586 931
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	15 262	13 261	19 666
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	18 440	18 440	19 791
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8		4 353	4 353
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	126 285	126 376	126 096
Autres	10	4 964	4 964	5 475
Autres organismes	11	28 950	11 058	22 751
Amortissement des immobilisations	12	407 379	409 644	397 340
Autres				
- Autres	13		24 411	15 379
-	14			
-	15			
	16	1 435 773	1 478 296	1 396 658

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Revenus				
Taxes	1	885 542	890 922	928 371
Compensations tenant lieu de taxes	2	12 500	12 081	14 605
Quotes-parts	3			
Transferts	4	276 843	253 880	212 237
Services rendus	5	21 500	22 934	24 386
Imposition de droits	6	19 450	21 686	21 785
Amendes et pénalités	7	2 550	3 410	2 792
Intérêts	8	9 365	8 298	10 453
Autres revenus	9	15 500	66 782	41 313
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	1 243 250	1 279 993	1 255 942
Charges				
Administration générale	12	185 128	179 569	183 816
Sécurité publique	13	146 299	144 943	135 844
Transport	14	472 073	511 270	464 955
Hygiène du milieu	15	419 075	410 522	397 891
Santé et bien-être	16	26 584	25 045	27 602
Aménagement, urbanisme et développement	17	53 239	65 858	43 090
Loisirs et culture	18	99 673	105 035	99 650
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	33 702	36 054	43 810
	21	1 435 773	1 478 296	1 396 658
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(192 523)	(198 303)	(140 716)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		5 303 300	5 397 278
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		314 542	361 280
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		5 617 842	5 758 558
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		5 419 539	5 617 842

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(192 523)	(198 303)	(140 716)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	96 475 ) (	106 864 ) (	339 543)
Produit de cession	3			
Amortissement	4	407 379	409 644	397 340
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	310 904	302 780	57 797
Variation des propriétés destinées à la revente	8			(11 100)
Variation des stocks de fournitures	9		879	987
Variation des autres actifs non financiers	10		(1 301)	(18 923)
	11		(422)	(29 036)
	12	118 381	104 055	(111 955)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	118 381	104 055	(111 955)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(529 563)	(778 888)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			361 280
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(529 563)	(417 608)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(425 508)	(529 563)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	73 871	140 735
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	693 222	709 241
Prêts (note 6)	4	11 759	13 439
Placements de portefeuille (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	<u>778 852</u>	<u>863 415</u>
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	30 000	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	49 841	152 004
Revenus reportés (note 12)	13	30 092	
Dette à long terme (note 13)	14	1 094 427	1 240 974
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	<u>1 204 360</u>	<u>1 392 978</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	<u>(425 508)</u>	<u>(529 563)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	5 811 863	6 114 643
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	11 100	11 100
Stocks de fournitures	20	1 860	2 739
Autres actifs non financiers (note 17)	21	20 224	18 923
	22	<u>5 845 047</u>	<u>6 147 405</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	<u>5 419 539</u>	<u>5 617 842</u>

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(198 303)	(140 716)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	409 644	397 340
Autres			
-	3		
-	4		
	5	211 341	256 624
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	16 019	416 948
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(102 163)	113 415
Revenus reportés	9	30 092	
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		(11 100)
Stocks de fournitures	12	879	987
Autres actifs non financiers	13	(1 301)	(18 923)
	14	154 867	757 951
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(106 864)	(339 543)
Produit de cession	16		
	17	(106 864)	(339 543)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19	1 680	1 680
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires	22		
	23	1 680	1 680
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24		
Remboursement de la dette à long terme	25	(150 900)	(207 800)
Variation nette des emprunts temporaires	26	30 000	(81 828)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	4 353	4 353
Autres			
-	28		
-	29		
	30	(116 547)	(285 275)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	(66 864)	134 813
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	140 735	5 922
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	73 871	140 735

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Saint-Nérée-de-Bellechasse est constituée en vertu du Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 16-1 et 16-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 18.

A) Périmètre comptable et partenariat

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la municipalité doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

C) Actifs financiers**Prêts**

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possibles, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

D) Passifs**Frais reportés liés à la dette long terme**

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis sur la durée des emprunts correspondants.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

*Immobilisations***Amortissement**

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures :

Hygiène du milieu - eau, égoût et assainissement	40 ans
Hygiène du milieu - réseau du Lac Vert	10 ans
Hygiène du milieu - aménagement de la déchetterie	10 ans
Transport - chemins et ponts	40 ans
Transport - chemins et ponts cédés par le ministère	20 ans
Transport - surfacage d'origine ou resurfaçage majeur	15 ans
Transport - système d'éclairage	20 ans

Bâtiments : 10, 15, 20, 25 et 40 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Véhicules :	
Incendie	30 ans
Autres	10 ans
Machinerie, outillage et équipement :	5 et 10 ans
Ameublement et équipement de bureau :	5 et 10 ans
Autres :	3 ans

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

F) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

S.O.

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments*Propriétés destinées à la revente*

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

3. Modification de méthodes comptables

Au cours de l'exercice, la municipalité a modifié rétrospectivement la méthode de comptabilisation des paiements de transfert relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations et d'autres dépenses financées ou devant être financées par emprunts pour lesquels des travaux ont été réalisés. Antérieurement, la municipalité ne constatait que la partie de la subvention qui était exigible et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement, alors que les interprétations de la norme comptable sur les paiements de transfert indiquent que ces subventions doivent être comptabilisées lorsqu'elles sont autorisées par le cédant à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que la municipalité a satisfait aux critères d'admissibilité. Cette modification a entraîné, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, les ajustements suivants :

État de la situation financière (augmentation (diminution))

Débiteurs - gouvernement du Québec et ses entreprises 361 280 \$

Débiteurs - Autres - Autres -46 738 \$

Dette nette -314 542 \$

Excédent accumulé 314 542 \$

État des résultats (augmentation (diminution))

Revenus - transferts -46 738 \$

Excédent de l'exercice -46 738 \$

Excédent accumulé au début de l'exercice 361 280 \$

Excédent accumulé à la fin de l'exercice 314 542 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	68 052	112 620
Placements temporaires	2		
Placements de portefeuille	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	52 895	49 670
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	588 584	610 070
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	30 509	26 811
Organismes municipaux	8		
Autres			
- Intérêts à recevoir	9	13 502	14 194
- Autres	10	7 732	8 496
	11	693 222	709 241
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	517 020	572 705
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	517 020	572 705
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16		4 800
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
- Autres	19	11 759	13 439
-	20		
	21	11 759	13 439
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 (_____)	(_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31 6 593	6 431
Régimes de retraite des élus municipaux	32	
	33 <u>6 593</u>	<u>6 431</u>
Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.		
Note		
9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	
Note		
10. Emprunts temporaires		
La municipalité bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 300 000 \$ portant intérêts au taux préférentiel plus 0,5 % (3,2 %; 3,5 % au 31 décembre 2014) et est renouvelable en 2016.		
11. Crédoeurs et charges à payer		
Fournisseurs	37 25 415	123 284
Salaires et avantages sociaux	38 5 997	5 448
Dépôts et retenues de garantie	39	
Provision pour contestations d'évaluation	40	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Frais d'assainissement des sites contaminés	42	
Autres		
- Intérêts courus sur la dette	43 11 629	13 629
- Autres courus et passifs	44 6 800	9 643
-	45	
-	46	
-	47	
	48 <u>49 841</u>	<u>152 004</u>
Note		
12. Revenus reportés		
Taxes perçues d'avance	49	
Transferts	50	
Autres		
- Carrière et sablière	51 30 092	
-	52	
	53 <u>30 092</u>	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015					2014	
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,25	3,45	2016	2021	54	1 099 100	1 250 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58		
Organismes municipaux					59		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					60		
Autres					61		
					62	1 099 100	1 250 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	(4 673)	(9 026)
					64	1 094 427	1 240 974

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme				Total 2015
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres			
2016	65	73	174 100	81	90	98	174 100
2017	66	74	130 900	82	91	99	130 900
2018	67	75	602 400	83	92	100	602 400
2019	68	76	62 300	84	93	101	62 300
2020	69	77	63 900	85	94	102	63 900
2021 et +	70	78	65 500	86	95	103	65 500
	71	79	1 099 100	87	96	104	1 099 100
Intérêts et frais accessoires				88	()	105	()
	72	80	1 099 100	89	97	106	1 099 100

Note

	2015	2014
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	107	(425 508)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108	
Autres	109	
	110	(425 508)
		(529 563)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	139		166		193		
Eaux usées	112	140		167		194		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	4 346 484	141	168	(9 318)	195	4 355 802	
Autres	114	6 781 227	142	22 754	169	196	6 803 981	
Réseau d'électricité	115		143	170		197		
Bâtiments	116	821 339	144	38 453	171	198	859 792	
Améliorations locatives	117		145	172		199		
Véhicules	118	122 600	146	749	173	(197 893)	200	321 242
Ameublement et équipement de bureau	119	80 713	147	2 226	174	11 374	201	71 565
Machinerie, outillage et équipement divers	120	238 960	148	40 168	175	256	202	278 872
Terrains	121	101 693	149	176		203	101 693	
Autres	122	15 099	150	177	9 925	204	5 174	
	123	<u>12 508 115</u>	151	<u>104 350</u>	178	<u>(185 656)</u>	205	<u>12 798 121</u>
Immobilisations en cours	124	219 235	152	2 514	179	219 235	206	2 514
	125	<u>12 727 350</u>	153	<u>106 864</u>	180	<u>33 579</u>	207	<u>12 800 635</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126		154	181		208		
Eaux usées	127		155	182		209		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	2 782 448	156	125 509	183	210	2 907 957	
Autres	129	2 988 940	157	222 645	184	211	3 211 585	
Réseau d'électricité	130		158	185		212		
Bâtiments	131	465 531	159	30 518	186	213	496 049	
Améliorations locatives	132		160	187		214		
Véhicules	133	107 628	161	10 549	188	12 024	215	106 153
Ameublement et équipement de bureau	134	77 755	162	2 126	189	11 374	216	68 507
Machinerie, outillage et équipement divers	135	173 981	163	17 859	190	256	217	191 584
Autres	136	16 424	164	438	191	9 925	218	6 937
	137	<u>6 612 707</u>	165	<u>409 644</u>	192	<u>33 579</u>	219	<u>6 988 772</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>6 114 643</u>					220	<u>5 811 863</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221		224		226		228	
Amortissement cumulé	222	(_____)	225	(_____)	227	(_____)	229	(_____)
Valeur comptable nette	223	<u>_____</u>					230	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	231		
Immeubles industriels municipaux	232		
Autres	233	11 100	11 100
	234	11 100	11 100
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	11 100	11 100

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	237	20 224	18 923
Frais reportés			
-	238		
-	239		
	240	20 224	18 923

Note**18. Obligations contractuelles**

La municipalité est membre de la Municipalité Régionale de comté de Bellechasse. De ce fait, elle doit assumer sa part des dépenses de cet organisme.

La municipalité s'est engagée, d'après un contrat de déneigement, échéant en 2017, à verser une somme totale de 353 758 \$. Les paiements exigibles pour les deux prochains exercices s'élèvent à 210 267 \$ en 2016 et à 143 491 \$ en 2017.

De plus, la municipalité s'est engagée, d'après un contrat d'entretien, échéant en 2016, à verser une somme de 10 450 \$ en 2016.

Finalement, la municipalité s'est engagée à verser une somme totale de 12 456 \$ pour l'impression des bulletins d'information. Les paiements exigibles annuellement sont de 4 152 \$ jusqu'en 2018.

Office municipal d'habitation de la municipalité

L'Office municipal d'habitation de Saint-Nérée-de-Bellechasse, la municipalité et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % du déficit d'exploitation et la municipalité subventionne le solde du déficit.

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

La municipalité s'est engagée, conjointement avec les autres municipalités de la MRC de Bellechasse, à cautionner un prêt de la MRC de Bellechasse pour le parc Eolien.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

20. Redressement aux exercices antérieurs

Voir note 3

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

22. Instruments financiers

S.O.

23. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

		2015	2014
Encaisse	241	73 871	140 735
Découvert bancaire	242	()	()
Placements temporaires	243		
<i>Ajouter</i>			
-	244		
-	245		
-	246		
-	247		
<i>Déduire</i>			
-	248	()	()
-	249	()	()
-	250	()	()
-	251	()	()
-	252	()	()
-	253	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	254	73 871	140 735

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice

255

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

2015

2014

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	256
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257
Autres revenus	258
	<u>259</u>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260
Variation de la provision pour moins-value	261
	<u>262</u>
Autres charges	263
	<u>264</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	265

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	()	()
	<u>271</u>		
	<u>272</u>		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	273		
Revenus reportés	274		
Dette à long terme	275		
	<u>276</u>		
Solde du Fonds local d'investissement	277		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278
Supportant les engagements de prêts	279
Supportant les garanties de prêts	280
	<u>281</u>

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité**2015****2014****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	282
Revenus sur les prêts aux entreprises	283
Autres revenus	284
	<hr/> 285 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	286
Variation de la provision pour moins-value	287
	<hr/> 288 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	289
Autres charges	290
	<hr/> 291 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice	<hr/> 292 <hr/>
---	-----------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	() (
	<hr/> 298 <hr/>		
	299		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	300
Revenus reportés	301
Dette à long terme	302
	<hr/> 303 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304
Excédent (déficit) non affecté	305
	<hr/> 306 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	<hr/> 309 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 76 935	22 367
Excédent de fonctionnement affecté	2 8 105	138 618
Réserves financières et fonds réservés	3 97 961	204 922
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 () ()	() ()
Financement des investissements en cours	5 (16 104)	(209 952)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 5 252 642	5 461 887
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	8 5 419 539	5 617 842
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 76 935	22 367
Organismes contrôlés	10	11
	11 76 935	22 367
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Immobilisation Serv. incendi	12 7 500	7 500
- Immobilisation véhicule	13	120 000
- Dette 07-2011	14	11 118
- Comité local de développement	15 605	16
-	17	18
-	19	20
	21 8 105	138 618
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	22	23
-	24	25
	26 8 105	138 618
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
- Réserve Réseau	27 11 560	5 749
- Réserve Lac vert	28 105	3 099
-	29	30
-	31	32
	32 11 665	8 848
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 26 325	116 754
Fonds parcs et terrains de jeux	34	35
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	36	37
Société québécoise d'assainissement des eaux	38	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	40	41
Financement des activités de fonctionnement	42	43
Fonds local d'investissement	44	45
Fonds local de solidarité	46	47
Autres	48	49
- Fonds réservés Carrière	50 58 869	74 302
- Fond patrimoine	51 1 102	5 018
-	52	53
-	54	55
	56 86 296	196 074
	57 97 961	204 922

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	48 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 () ()	()
Régimes non capitalisés	50 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	()
Autres	52 () ()	()
Régimes non capitalisés	53 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	57 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 () ()	()
Autres	59 () ()	()
-	60 () ()	()
-	61 () ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 () ()	()
Autre financement	63 () ()	()
	64 () ()	()
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65	()
Investissements à financer	66 (16 104) (209 952)	()
	67 (16 104) (209 952)	()
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 5 811 863	6 114 643
Propriétés destinées à la revente	69 11 100	11 100
Prêts	70 11 759	13 439
Placements à titre d'investissement	71	()
Participations dans des entreprises municipales	72	()
	73 5 834 722	6 139 182
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 1 094 427	1 240 974
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 4 673	9 026
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 (517 020) (572 705)	()
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 () ()	()
	79 582 080	677 295
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80	()
	81 582 080	677 295
	82 5 252 642	5 461 887

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	33	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	34 ()	()
Rendement espéré des actifs	35	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	36	
Charge de l'exercice	37	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	60	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	()	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 _____

Description des régimes et autres renseignements

La municipalité participe à un régime en vertu duquel elle verse un pourcentage du salaire (6 %) si l'employé contribue à raison de 6 %.

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93	<u>6 593</u>	<u>6 431</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
 95 Non

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96		

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Cotisations des élus au RREM 97		
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99		
100		

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015

Administration municipale

Dette à long terme	1	1 099 100
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	16 104
---------------------------------------	---	--------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	
-------------------	---	--

Débiteurs	8	517 020
-----------	---	---------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	12	
---	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	598 184
---	----	---------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	598 184
------------------------------	----	---------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	235 244
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	833 428
------------------------------------	----	---------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	833 428
---	----	---------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TAXES		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	596 000	600 652	583 405
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	56 887	57 320	67 818
Activités de fonctionnement	3	13 031	13 132	11 864
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	30 643	30 991	43 782
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	696 561	702 095	706 869
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	47 887	49 037	65 835
Égout	11	15 296	43 104	
Traitement des eaux usées	12	29 402		21 960
Matières résiduelles	13	53 197	53 356	52 020
Autres				
-Autres	14	21 870	22 005	36 970
-	15	2 000		
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		3 223	2 058
Service de la dette	18	19 329	18 102	42 659
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	188 981	188 827	221 502
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	188 981	188 827	221 502
	26	885 542	890 922	928 371

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33	100	349
Écoles primaires et secondaires	34	12 400	11 732
	35	12 500	12 081
			14 605
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	12 500	12 081
			14 605
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51	12 500	12 081
			14 605

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	96 312	190 718
Enlèvement de la neige	58	41 906	127 718
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	15 502	
Réseau de distribution de l'eau potable	68	58 623	
Traitement des eaux usées	69		18 440
Réseaux d'égout	70		21 681
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72		
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84	5 000	
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86		
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88	3 387	
Réseau d'électricité	89		
	90	217 343	149 399

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91	20 055	
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93	15 000	
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96		15 000
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	2 000	
Réseau de distribution de l'eau potable	107	10 000	21 280
Traitement des eaux usées	108	10 000	47 838
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125	22 500	
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	59 500	41 335
		41 335	62 838

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal	130		
Péréquation	131		
Réorganisation municipale	132		
Neutralité	133		
Diversification des revenus	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Programme d'aide financière aux MRC	136		
Autres	137		
	138		
TOTAL DES TRANSFERTS	139 276 843	253 880	212 237

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145	2 500	3 194
Sécurité civile	146		4 246
Autres	147		
	148	2 500	3 194
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156	65	
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167	65	
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité	180		
	181	2 500	3 259
			4 246

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	300	528	2 822
Sécurité publique	183	250	450	200
Transport				
Réseau routier	184			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189	200		
Hygiène du milieu	190	1 500	2 912	2 091
Santé et bien-être	191	9 500		
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	7 250	15 785	15 027
Réseau d'électricité	194			
	195	19 000	19 675	20 140
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	21 500	22 934	24 386
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	3 450	3 535	3 775
Droits de mutation immobilière	198	16 000	18 151	18 010
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	19 450	21 686	21 785
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	2 550	3 410	2 792
INTÉRÊTS	203	9 365	8 298	10 453
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209		39 222	33 421
Autres contributions	210			
Autres	211	15 500	27 560	7 892
	212	15 500	66 782	41 313

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	30 330	28 745		28 745	28 144
Application de la loi	2	5 405	3 303		3 303	3 522
Gestion financière et administrative	3	127 747	126 008	4 822	130 830	135 949
Greffe	4	4 990	4 930		4 930	4 828
Évaluation	5	11 761	11 761		11 761	11 373
Gestion du personnel	6					
Autres	7					
	8	180 233	174 747	4 822	179 569	183 816
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	64 418	64 418		64 418	59 384
Sécurité incendie	10	60 959	58 986	21 539	80 525	76 460
Sécurité civile	11					
Autres	12					
	13	125 377	123 404	21 539	144 943	135 844
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	131 590	172 345	127 091	299 436	262 037
Enlèvement de la neige	15	205 000	200 127		200 127	191 420
Éclairage des rues	16	7 750	6 607		6 607	6 648
Circulation et stationnement	17	750	2 584		2 584	1 404
Transport collectif						
Transport en commun	18	2 523	2 516		2 516	3 446
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	347 613	384 179	127 091	511 270	464 955

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	<u>Budget 2015</u>		<u>Réalisations 2015</u>		<u>Total</u>	<u>Réalisations 2014</u>
	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	20 600	19 088	88 290	107 378	109 311
Réseau de distribution de l'eau potable	24	34 180	42 597	64 873	107 470	96 679
Traitement des eaux usées	25	34 590	30 803	38 396	69 199	69 349
Réseaux d'égout	26	17 995	12 374	30 961	43 335	38 996
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	23 494	17 122		17 122	18 212
Élimination	28	29 703	29 703		29 703	27 666
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29					
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33		6 426		6 426	5 895
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	7 791	6 553	1 376	7 929	9 688
Autres	39	21 870	21 960		21 960	22 095
	40	190 223	186 626	223 896	410 522	397 891
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	4 964	5 391		5 391	5 943
Sécurité du revenu	42		15 324		15 324	17 429
Autres	43	21 620	4 330		4 330	4 230
	44	26 584	25 045		25 045	27 602
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	19 835	21 313		21 313	20 726
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46		9 068		9 068	8 260
Autres biens	47		35 477		35 477	14 104
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51	33 404				
	52	53 239	65 858		65 858	43 090

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	31 165	34 725	28 986	63 711	59 989
Patinoires intérieures et extérieures	54					
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56	2 565				
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	20 703				
	60	54 433	34 725	28 986	63 711	59 989
Activités culturelles						
Centres communautaires	61		3 870		3 870	
Bibliothèques	62	16 990	18 751	3 310	22 061	25 043
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65		15 393		15 393	14 618
	66	16 990	38 014	3 310	41 324	39 661
	67	71 423	72 739	32 296	105 035	99 650
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	33 702	31 701		31 701	39 457
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72		4 353		4 353	4 353
	73	33 702	36 054		36 054	43 810
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	74	407 379	409 644	(409 644)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert par sources	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité de Saint-Nérée-de-Bellechasse (ci-après « la municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

CPA auditeur, CMA permis de comptabilité publique No 122005
5700, rue J.-B. Michaud, bureau 400
Lévis (Québec) G6V 0B1

DATE 2016-03-07

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		890 922
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9		10
Revenus de taxes	11		890 922

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1		890 922
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2		
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3		
Total partiel	4		890 922
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	3 223	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		3 223
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11		887 699

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1	<u>69 530 200</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2	<u>69 453 800</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>69 492 000</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL ³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>887 699</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>69 492 000</u>
Taux global de taxation réel de 2015	6	| 1 | , | 2 | 7 | 7 | 4 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES ¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1		5 162	11 018
Usines de traitement de l'eau potable	2	12 000	4 856	8 368
Usines et bassins d'épuration	3	10 000	3 349	3 210
Conduites d'égout	4		9 387	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	25 000	2 514	77 395
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			754
Édifices communautaires et récréatifs	14	37 500	38 453	11 635
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		749	209 917
Ameublement et équipement de bureau	18	10 225	2 226	
Machinerie, outillage et équipement divers	19	1 750	40 168	6 808
Terrains	20			1 120
Autres	21			9 318
	22	96 475	106 864	339 543

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		5 162	11 018
Usines de traitement de l'eau potable	24		4 856	8 368
Usines et bassins d'épuration	25		3 349	3 210
Conduites d'égout	26		9 387	
Autres infrastructures	27		2 514	77 395
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		81 596	239 552
	34		106 864	339 543

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	1 250 000		150 900	1 099 100
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	1 250 000		150 900	1 099 100
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	145 909		42 419	103 490
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	531 386		52 796	478 590
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	677 295		95 215	582 080
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	572 705		55 685	517 020
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	572 705		55 685	517 020
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	572 705		55 685	517 020
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	572 705		55 685	517 020
	26	1 250 000		150 900	1 099 100
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	1 250 000		150 900	1 099 100

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	11 761	11 761	11 373
Autres	3	13 517	13 517	12 827
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	3 104	3 105	2 851
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8	4 660	4 660	6 618
Transport collectif	9	2 373	2 374	3 342
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	40 387	40 386	39 396
Cours d'eau	13	2 154	2 154	2 025
Protection de l'environnement	14			
Autres	15	21 870	21 960	22 095
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	15 052	15 052	15 833
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	7 154	7 154	5 442
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	2 146	2 146	2 105
Activités culturelles	23	2 107	2 107	2 189
Réseau d'électricité				
	24			
	25	126 285	126 376	126 096

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	1,00	40,00	***	***	***
Professionnels	2			***	***	***
Cols blancs	3	1,00	40,00	***	***	***
Cols bleus	4	1,00	40,00	***	***	***
Policiers	5			***	***	***
Pompiers	6	19,00	1,00	***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7			***	***	***
	8	22,00		***	***	***
Élus	9	7,00		22 919	948	23 867
	10	29,00		***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13		6 214	15 066		21 280
Traitement des eaux usées	14	18 440				18 440
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	199 355		14 805		214 160
	17	217 795	6 214	29 871		253 880

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
Administration générale												
Application de la loi	1	3 303	27		53	3 303	79		105	3 303	131	
Évaluation	2	11 761	28		54	11 761	80		106	11 761	132	
Autres	3	159 683	29	4 822	55	164 505	81	528	107	163 977	133	
	4	174 747	30	4 822	56	179 569	82	528	108	179 041	134	
Sécurité publique												
Police	5	64 418	31		57	64 418	83	450	109	63 968	135	
Sécurité incendie	6	58 986	32	21 539	58	80 525	84	3 194	110	77 331	136	
Sécurité civile	7		33		59		85		111		137	
Autres	8		34		60		86		112		138	
	9	123 404	35	21 539	61	144 943	87	3 644	113	141 299	139	
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	172 345	36	127 091	62	299 436	88		114	299 436	140	8 738
Enlèvement de la neige	11	200 127	37		63	200 127	89		115	200 127	141	
Autres	12	9 191	38		64	9 191	90		116	9 191	142	
Transport collectif	13	2 516	39		65	2 516	91		117	2 516	143	
Autres	14		40		66		92		118		144	
	15	384 179	41	127 091	67	511 270	93		119	511 270	145	8 738
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	19 088	42	88 290	68	107 378	94	492	120	106 886	146	15 775
Réseau de distribution de l'eau potable	17	42 597	43	64 873	69	107 470	95		121	107 470	147	11 541
Traitement des eaux usées	18	30 803	44	38 396	70	69 199	96		122	69 199	148	
Réseaux d'égout	19	12 374	45	30 961	71	43 335	97	65	123	43 270	149	
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	46 825	46		72	46 825	98	2 420	124	44 405	150	
Matières recyclables	21	6 426	47		73	6 426	99		125	6 426	151	
Autres	22		48		74		100		126		152	
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153	
Protection de l'environnement	24	6 553	50	1 376	76	7 929	102		128	7 929	154	
Autres	25	21 960	51		77	21 960	103		129	21 960	155	
	26	186 626	52	223 896	78	410 522	104	2 977	130	407 545	156	27 316

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement	
			+	=	-		=					
Santé et bien-être												
Logement social	157	5 391	172	187	5 391	202	217	5 391	232			
Sécurité du revenu	158	15 324	173	188	15 324	203	218	15 324	233			
Autres	159	4 330	174	189	4 330	204	219	4 330	234			
	160	25 045	175	190	25 045	205	220	25 045	235			
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	21 313	176	191	21 313	206	221	21 313	236			
Rénovation urbaine	162	44 545	177	192	44 545	207	222	44 545	237			
Promotion et développement économique	163		178	193		208	223		238			
Autres	164		179	194		209	224		239			
	165	65 858	180	195	65 858	210	225	65 858	240			
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	34 725	181	28 986	63 711	211	15 785	47 926	241			
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	18 751	182	3 310	22 061	212	227	22 061	242			
Autres	168	19 263	183	198	19 263	213	228	19 263	243			
	169	72 739	184	32 296	105 035	214	15 785	89 250	244			
Réseau d'électricité	170		185	200		215	230		245			
	171	1 032 598	186	409 644	1 442 242	216	22 934	1 419 308	246		36 054	

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	106 864	339 543
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	106 864	339 543

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	22 367	94 641
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	22 367	94 641
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	69 864	(20 249)
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		(3 474)
Activités d'investissement	6	(15 296)	(20 304)
Excédent de fonctionnement affecté	7		(11 118)
Réserves financières et fonds réservés	8		(17 129)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	54 568	(72 274)
Solde à la fin de l'exercice	12	76 935	22 367
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	138 618	138 829
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	138 618	138 829
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(10 513)	(11 329)
Activités d'investissement	17	(120 000)	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18		11 118
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(130 513)	(211)
Solde à la fin de l'exercice	22	8 105	138 618
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	204 922	229 343
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	204 922	229 343
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	(16 294)	44 127
Activités d'investissement	27	(90 667)	(85 677)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		17 129
Financement des investissements en cours	29		
	30	(106 961)	(24 421)
Solde à la fin de l'exercice	31	97 961	204 922

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	2015	2014
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 ((46 738))	((45 249))
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33 (46 738)	(45 249)
Solde redressé au début de l'exercice	34 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Frais d'assainissement des sites contaminés	39 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ	40 ()	()
Utilisation du fonds général		
Utilisation du fonds de roulement	41 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()	()
Autres	43 ()	()
	44 ()	()
	45 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	46 ()	()
Autre financement	47 ()	()
	48 ()	()
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	50
	51	
Solde à la fin de l'exercice	52 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	53 (209 952)	(14 570)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54	
Solde redressé au début de l'exercice	55 (209 952)	(14 570)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	56 193 848	(195 382)
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57	
Excédent de fonctionnement affecté	58	
Réserves financières et fonds réservés	59	
	60 193 848	(195 382)
Solde à la fin de l'exercice	61 (16 104)	(209 952)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	62 5 100 607	4 903 786
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63 361 280	406 529
Solde redressé au début de l'exercice	64 5 461 887	5 310 315
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent de fonctionnement affecté	65	
	66	
Variation résiduelle de l'exercice	67 (209 245)	151 572
Solde à la fin de l'exercice	68 5 252 642	5 461 887

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>111 252</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>111 252</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>111 252</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5 ()	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12 ()	13	14
	15	16	17	18	19 ()	20	21

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	| 0 | , | 8 | 6 | 4 | 5 | \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	5	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	| 0 | , | 0 | 7 | 3 | 7 | \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	12	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	19	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	26	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	| | , | | | | | \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	1 | 6 | 9 | , | 0 | 0 |	\$
Égout	2	2 | 3 | 9 | , | 0 | 0 |	\$
Eau et égout	3	| | | | , | | |	\$
Traitement des eaux usées	4	| | | | , | | |	\$
Matières résiduelles	5	1 | 1 | 0 | , | 0 | 0 |	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Eau secteur Lac vert	347,0000	4	
Service de la dette- Secteur réseau	,2300	1	#07-2010 et #06-2011
Service de la dette- Secteur village	,0490	1	#07-2011
Service de la dette- Secteur village	,0372	1	#07-2011
Vidange installation septique	90,0000	7	Occupation annuelle
Vidange installation septique	45,0000	7	Occupation saisonnière
Taxes générales- service de la dette	,0088	1	#02-06 et #05-07
Taxes générale - Fonctionnement égouts	,0189	1	
Réserve aqueduc lac vert	32,5200	4	
Service de la dette - Réseau	106,3485	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9	_____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10	_____	\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input checked="" type="checkbox"/>	12 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	_____	24 111 \$
b) autres formes d'aide	14	_____	\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	_____	51 469 \$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	_____	\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	_____	400
		22	<input type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 1990, rue Principale
(no) (rue)
 Saint-Nérée-de-Bellechasse
(Municipalité) G0R 3V0
(Code postal)

Téléphone (418) 243-2735
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 243-2136
(ind. rég.) (numéro)

Courriel muneree@globetrotter.net

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Michaël Couture

Téléphone (418) 243-2735
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 243-2136
(ind. rég.) (numéro)

Courriel muneree@globetrotter.net

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thornton

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 5700, J-B. Michaud, bureau 400
(no) (rue)
 Lévis
(Municipalité) G6V 0B1
(Code postal)

Téléphone (418) 835-3965
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 835-3975
(ind. rég.) (numéro)

Courriel boucher.alain@rcgt.com

Responsable du dossier Alain Boucher, CPA auditeur, CMA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) _____
(Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Michaël Couture , atteste que le rapport financier de Saint-Nérée-de-Bellechasse pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-03-07 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Saint-Nérée-de-Bellechasse .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Nérée-de-Bellechasse consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saint-Nérée-de-Bellechasse détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de (198 303) \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de 1,2774 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-04-25 12:50:33

Date de transmission au Ministère : 2016/04/25

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Saint-Nérée-de-Bellechasse

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	1 178 250	1 222 723	1 193 104
Investissement	2	65 000	57 270	62 838
	3	1 243 250	1 279 993	1 255 942
Charges	4	1 435 773	1 478 296	1 396 658
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(192 523)	(198 303)	(140 716)
Moins : revenus d'investissement	6 (	65 000 ) (	57 270 ) (	62 838)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(257 523)	(255 573)	(203 554)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	407 379	409 644	397 340
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	150 900 ) (	95 215 ) (	152 111)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	17 825 ) (	17 479 ) (	34 280)
Excédent (déficit) accumulé	12	18 869	26 807	(29 324)
Autres éléments de conciliation	13		1 680	1 680
	14	257 523	325 437	183 305
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		69 864	(20 249)

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Actifs financiers			
Débiteurs	1	693 222	709 241
Autres	2	85 630	154 174
	3	778 852	863 415
Passifs			
Dette à long terme	4	1 094 427	1 240 974
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	109 933	152 004
	7	1 204 360	1 392 978
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(425 508)	(529 563)
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	5 811 863	6 114 643
Autres	10	33 184	32 762
	11	5 845 047	6 147 405
Excédent (déficit) accumulé	12	5 419 539	5 617 842

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	76 935	22 367
Excédent de fonctionnement affecté			
- Immobilisation Serv. incendi	14	7 500	7 500
- Immobilisation véhicule	15		120 000
- Dette 07-2011	16		11 118
- Comité local de développement	17	605	
-	18		
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
	23	8 105	138 618
Réserves financières	24	11 665	8 848
Fonds réservés	25	86 296	196 074
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26 ()	(
Financement des investissements en cours	27	(16 104)	(209 952)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	5 252 642	5 461 887
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	5 419 539	5 617 842

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	885 542	890 922	928 371
Compensations tenant lieu de taxes	2	12 500	12 081	14 605
Quotes-parts	3			
Transferts	4	217 343	212 545	149 399
Services rendus	5	21 500	22 934	24 386
Autres	6	41 365	84 241	76 343
	7	1 178 250	1 222 723	1 193 104
Investissement				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10	59 500	41 335	62 838
Autres	11	5 500	15 935	
	12	65 000	57 270	62 838
	13	1 243 250	1 279 993	1 255 942

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Budget 2015		Réalizations 2015		Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale					
Évaluation	1	11 761	11 761		11 373
Autres	2	168 472	162 986	4 822	172 443
Sécurité publique					
Police	3	64 418	64 418		59 384
Sécurité incendie	4	60 959	58 986	21 539	76 460
Autres	5				
Transport					
Réseau routier	6	345 090	381 663	127 091	461 509
Transport collectif	7	2 523	2 516		3 446
Autres	8				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	9	107 365	104 862	222 520	314 335
Matières résiduelles	10	53 197	53 251		51 773
Autres	11	29 661	28 513	1 376	31 783
Santé et bien-être	12	26 584	25 045		27 602
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	13	19 835	21 313		20 726
Promotion et développement économique	14				
Autres	15	33 404	44 545		22 364
Loisirs et culture	16	71 423	72 739	32 296	99 650
Réseau d'électricité	17				
Frais de financement	18	33 702	36 054		43 810
Amortissement des immobilisations	19	407 379	409 644	(409 644)	
	20	1 435 773	1 478 296		1 396 658

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3